

Luttes ouvrières et tâches des révolutionnaires

Odette Poncet (Chèques postaux)
Robert Rival (S.N.C.F. Gare de Lyon)

Trois ans après le mouvement populaire de Mai 1968, où en sommes-nous : pour les travailleurs et pour le PSU l'année 1968 a-t-elle été une parenthèse qu'il faut à présent fermer ou au contraire le début d'une nouvelle période dans la lutte des classes ?

Les luttes ouvrières qui se sont déroulées au cours de la dernière période nous semblent répondre à cette question et poser en termes nouveaux les responsabilités du PSU.

Ces luttes témoignent d'une forte combativité. Mais il y a plus important. Il ne s'agit pas là d'une poussée de fièvre temporaire : depuis 1968 nous sommes entrés dans une période caractérisée par une montée de la lutte des classes.

1° — Cette combativité n'est pas limitée à quelques secteurs industriels de pointe ; elle apparaît aussi dans des secteurs économiquement retardataires (houillères) ou périphériques par rapport aux grands centres industriels (Fougères, Ferodo...), ainsi que dans des secteurs nouveaux (Grands Magasins par exemple). Cette combativité nouvelle s'étend peu à peu à l'ensemble du prolétariat et au-delà tend à gagner d'autres couches sociales (lycéens, vignerons, petits commerçants...)

2° — Le type de **revendications** qui est le plus souvent mis en avant : les conditions de travail (cadences en particulier), les effectifs, les augmentations non-hiérarchisées, la remise en cause des grilles de salaires... Ces revendications sont significatives dans la mesure où elles tendent objectivement à mettre en question le système et ne se contentent pas seulement de réclamer des contre-parties financières à la situation faite aux travailleurs.

3° — Les **formes nouvelles** de **luttes** (assemblées du personnel, regroupant syndiqués et non syndiqués, décidant des mots d'ordre et de la conduite des luttes, prises de contrôle plaçant le patronat devant le fait accompli, grèves partielles bloquant l'ensemble de la production, refus des négociations de type parlementaire et du légalisme strict) ne sont pas des phénomènes isolés mais à

des degrés divers elles se multiplient souvent de façon relativement spontanées dans de nombreuses entreprises.

Cela se manifeste y compris dans un milieu comme les **chèques-postaux** qui n'a pas de traditions de luttes, où l'organisation des employés est très faible et où règne « l'esprit maison ». Il n'empêche qu'on a pu assister à des prises de contrôle sur les cadences (Clermont chèques), sur les pauses (Paris-chèques). Même si de telles actions ne peuvent aller très loin en l'absence d'une force pleinement capable de les expliquer et de les étendre, elles représentent un apprentissage.

Ces contradictions ne doivent pas conduire à une description volontariste de la situation : cette montée des luttes qui est loin d'être **généralisée** ne conduit pas automatiquement le prolétariat vers l'affrontement global avec la bourgeoisie. Ces luttes apparaissent comme une **riposte, souvent** spontanée et encore dispersée, aux tentatives de réorganisation du capitalisme et à l'aggravation de l'exploitation ouvrière. Mais en même temps elles traduisent une **politisation** en profondeur : les masses ont assimilé un certain nombre de leçons de Mai 1968, ce qui les amène, encore que de façon non explicite, à **organiser cette riposte selon des formes de luttes et des objectifs en rupture avec la stratégie réformiste du PC et de la CGT.**

Nous sommes donc confrontés à des possibilités réelles de mener des actions ayant une dynamique révolutionnaire et capables de recevoir l'adhésion de nombreux travailleurs. Mais si les possibilités objectives existent, la force révolutionnaire organisée qui serait à même de les exploiter pleinement n'existe pas encore,

C'est ce qui explique que si de plus en plus souvent les travailleurs mènent des luttes qui sont nettement anti-capitalistes et en rupture avec la stratégie réformiste du PCF et des centrales syndicales, la voie révolutionnaire ne représente pas encore une alternative réelle aux yeux de la grande masse des travailleurs pour qui le PCF

reste « le partie de la classe ouvrière ».

Le rôle du PSU

L'expérience récente des groupes d'entreprises confirme que c'est bien sur les militants politiques d'entreprises que repose l'essentiel dans les luttes auxquelles ils participent sur les lieux de travail. Ils sont en mesure d'impulser une pratique syndicale et des formes de luttes différentes de ce que sont les stratégies officielles des syndicats et d'opposer au réformisme du PC d'autres propositions posant concrètement aux travailleurs le choix entre réformes et révolution. Ils peuvent enfin tenter de regrouper autour d'eux les travailleurs les plus actifs dans **les luttes**. C'est sur eux que repose la possibilité d'amener les travailleurs à prendre conscience qu'une autre stratégie et d'autres formes de luttes sont non seulement possibles mais nécessaires, si l'on veut donner une issue victorieuse à la lutte de classes.

Mais cela ne saurait suffire. Le développement même des luttes montre que **le temps où l'on pouvait se contenter de laisser les militants se battre seuls dans leur entreprise et exalter les luttes en cours est révolu**. Ces militants laissés à eux-mêmes sont très rapidement isolés — sinon récupérés : il est nécessaire que pour eux-mêmes et les camarades qui les entourent l'appartenance à une organisation se traduise par autre chose qu'un soutien sentimental. Quel rôle doit jouer l'organisation ? Quelles analyses et quels mots d'ordre mettre en avant ? Ce sont là des questions qui se posent chaque jour avec de plus en plus d'urgence.

En effet la pratique effective des militants sur leur entreprise impose au Parti de faire un certain nombre de choix décisifs : il n'est plus possible de demander à ces camarades d'intensifier et de durcir les luttes en maintenant au niveau de l'ensemble du Parti l'ambiguïté et l'immobilisme. La question est aujourd'hui posée, du fait même des luttes qui se déroulent, de savoir si le Parti sera collectivement en mesure d'appuyer politiquement les militants d'entreprise, de proposer un débouché à leur action, en un mot **d'articuler les diverses luttes en une stratégie d'ensemble cohérente**.

Cela exige que le prochain Congrès soit l'occasion **des clarifications indispensables**. D'abord sur ce que le PSU veut être : il ne suffit pas en effet d'être partie prenante aux diverses initiatives prises par l'extrême gauche, si cette politique ne tend qu'à faire du Parti le centre géométrique entre les groupes révolutionnaires, le PC et la Social-Démocratie. Il nous faut affirmer

que **le PSU est partie intégrante du mouvement révolutionnaire** et qu'il a des responsabilités propres dans la nécessaire structuration de ce mouvement.

Car c'est en fonction de cette situation que nous devons définir notre position sur les trois problèmes décisifs que sont **la question syndicale, les rapports avec le PCF et la construction du Parti Révolutionnaire**. Le texte chèques-postaux sur la **question syndicale** ⁽¹⁾ qui insiste sur la nécessité de l'intervention des militants révolutionnaires dans les syndicats afin d'y implanter une pratique qui rompe avec le réformisme et d'y lutter contre les tendances à l'intégration, nous apparaît être un élément de la réponse à ces questions de même que le texte gare de Lyon ⁽²⁾ sur l'importance d'une **avant-garde organisée** capable d'intervenir dans les luttes. Le problème est maintenant de déterminer **une orientation politique globale sur l'ensemble de ces points**. Mais ce n'est que dans la perspective de la construction du Parti Révolutionnaire que nous pouvons trouver les militants aussi bien par rapport à leur action dans les syndicats que dans leur opposition avec le PCF.

En effet, si nous ne parvenons pas à organiser une force révolutionnaire en mesure de s'opposer au PCF, il est clair que sur les entreprises nous ne pouvons pas exploiter pleinement les potentialités actuelles et que nous n'aurons pas répondu aux responsabilités qui sont les nôtres : arracher les travailleurs à l'emprise du réformisme en leur permettant de se reconnaître dans ce Parti Révolutionnaire qu'il nous faut construire. **De ce point de vue la manière dont le texte Beneteau - Morand aborde l'ensemble de ces problèmes nous semble correcte**.

Les actions menées par le PSU avec certains groupes révolutionnaires ont rencontré un échec important dans les entreprises et ne sont pas étrangères à cette politisation dont on constate aujourd'hui les effets. Que ce soit les campagnes menées contre la répression, sur les transports, les manifestations Burgos, la campagne des élections municipales à Paris, la manifestation du 1^{er} Mai... à chaque fois le courant révolutionnaire est apparu aux yeux des travailleurs comme une force réelle. Ce fait n'est pas étranger aux attaques multipliées

¹ Cf. *texte majoritaire AOP-Paris sur la question syndicale. T.S. spécial, pages 11-12, notamment « la tâche des révolutionnaires dans les syndicats ».*

² Cf. *texte « Rôle et nature du parti révolutionnaire ». T.S. spécial, page 18.*



du PCF : sa dénonciation du « gauchisme » va de pair dans les entreprises avec des tentatives de récupérer ou de démoraliser les travailleurs qui se reconnaissent dans le mouvement révolutionnaire.

Ces faits ne font que renforcer l'urgence de dépasser la situation présente. Cela veut dire que le PSU **doit clarifier ses propres orientations et devenir un pôle d'initiatives permettant de développer des luttes qui s'attaquent à tous les aspects de la logique capitaliste et permettant**

la clarification et l'unification du mouvement révolutionnaire.

Seul un tel processus peut permettre aux éléments radicalisés qui se dégagent des luttes dans les différentes entreprises et sur différents secteurs, et qui comprennent la nécessité de trouver un débouché politique à ces luttes, de rompre définitivement avec le réformisme et de travailler à la construction du Parti Révolutionnaire. ■